

CHRISTIAN CARLIER, HISTOIRE DES PRISONS
DE METZ DE L'ANCIEN RÉGIME À NOS JOURS, METZ,
ÉD. SERPENOISE, 2009, 148 P.



Spécialiste d'histoire de l'enfermement et cadre de l'administration pénitentiaire, Christian Carlier consacre son dernier ouvrage à l'histoire des prisons messines, après avoir traité dans ses précédentes monographies de l'histoire des prisons de Douai, Amiens et Loos-lès-Lille. En sept chapitres chronologiques, l'auteur présente une vue complète et approfondie de l'histoire des lieux de détention de Metz depuis le ^{xvi}^e siècle, offrant au lecteur des perspectives passionnantes sur un « pan de l'histoire des hommes, souvent travesti ».

À la grande diversité des institutions judiciaires de l'Ancien Régime fait écho la variété des lieux de détention : prison des Treize ou « bulette » fixée place Sainte-Croix au début du ^{xvi}^e siècle, « violon » de l'hôtel de ville, conciergerie du parlement, prison du bailliage ou « prison bourgeoise » de la rue des Trois-Boulangers (actuelle rue Saint-Gengoulf), « renfermerie » de la Madeleine ouverte en 1768, dépôt de mendicité de l'abbatiale de Saint-Vincent. Ville de garnison, Metz accueille aussi des prisons militaires à la Citadelle et place du Saulcy. Un nouvel édifice, rue des Prisons-Militaires (actuelle rue Maurice-Barrès) est ouvert en 1740 grâce au maréchal de Belle-Isle ; il est transféré en 1846 rue Haute-Seille.

Diverses par leur statut et par leur taille, ces prisons sises en plein cœur de la ville, « familières à la population », hébergent tous ceux que le société juge passibles de réclusion : débiteurs incapables de rembourser leurs créances (« dettiers »), jeunes gens emprisonnés par lettres de cachet à la demande de leur famille, militaires insoumis, petits ou grands malfrats jusqu'aux gibiers de bagne attendant dans les cachots de la prison civile le passage de la chaîne qui doit les emmener aux galères. Les « maisons de force » (renfermerie et dépôt de mendicité) jouent un rôle à la limite de la répression et de l'assistance. Elles se spécialisent dans l'accueil des mendiants, vagabonds, filles perdues et autres délinquants de misère.

Si la Révolution ouvre une ère nouvelle dans la conception que les élites se font de la prison, les élans généreux du législateur tardent singulièrement à être suivis d'effet. La condition des détenus se trouve aggravée sous la Révolution par une surpopulation carcérale qui commence dès 1792 et ne décroît que dans les premières années de la Restauration. À cette époque, l'influence des milieux philanthropiques sur les dirigeants, via notamment les « commissions de surveillance » adjointes à chaque prison, entraîne la reconstruction de l'ancienne prison civile de la rue Saint-Gengoulf, rebaptisée « maison d'arrêt et de justice ». Le dépôt de mendicité ayant été transféré à Gorze en 1812, cette nouvelle maison d'arrêt inaugurée en 1828 forme alors pour un siècle et demi, avec la « maison de correction » de la Madeleine toute proche, la base du système pénitentiaire messin. Des améliorations significatives sont apportées par les autorités allemandes durant l'Annexion, notamment la spécialisation de la Madeleine comme établissement réservé aux femmes en 1895 ou l'apparition, en 1893, de la cellule individuelle, à laquelle l'administration française

s'était montrée réticente. Durant la Seconde Guerre mondiale fleurissent de sinistres lieux de détention temporaire. En plus des forts de Queuleu et Plappeville et du camp de Woippy, on emprisonne aussi dans le petit et le grand séminaire, dans la prison militaire de la rue du Cambout ou dans les caves de la Gestapo, rue de Verdun. À partir des années 1960, le vieillissement du parc pénitentiaire messin rend nécessaire la construction d'une nouvelle prison. C'est au terme d'un parcours semé de retards et de déconvenues – la construction d'une nouvelle prison n'est jamais une priorité – que le centre pénitentiaire de Metz-Queuleu est inauguré en 1979, non loin, le souligne l'auteur, du fort de Queuleu, l'un des pires lieux de détention de la période nazie.

Dans chaque chapitre, de larges développements thématiques donnent une vision précise de la vie carcérale des siècles passés. C'est une histoire toute matérielle qui est minutieusement reconstituée, celle d'un monde où les mêmes questions essentielles se posent sans cesse : vêtir et nourrir les détenus, assurer la sécurité et l'hygiène des prisons, punir les récalcitrants mais aussi réinsérer les prisonniers qui peuvent l'être, notamment par le travail, qui s'impose dans les prisons mosellanes dès l'Ancien Régime. Autour de ces lieux où la faim, la violence et la maladie exercent longtemps des ravages quotidiens, gravitent les nombreux acteurs du monde pénitentiaire, dont Chr. Carlier nous livre quelques pittoresques portraits : geôliers ivrognes ou prévaricateurs enrichis au détriment des prisonniers, entrepreneurs sans scrupules chargés de mettre les détenus au travail, administrateurs de bonne volonté mais souvent impuissants, dames patronnesses dévouées et philanthropes velléitaires (témoin Benjamin Appert et son projet de colonie agricole pour mineurs), mais aussi quelques hautes figures d'aumôniers, d'instituteurs ou de médecins des prisons. Quant aux détenus eux-mêmes, leur pluralité montre bien les divers usages qui sont faits des prisons : lieux de réclusion des personnes normalement condamnées par la justice, elles peuvent devenir les éléments centraux de la politique répressive de la période nazie mais aussi se muer en quasi-institutions d'assistance dans les temps difficiles – à l'image de ces prisonniers allemands de 1919 satisfaits de leur condition car leur salaire comme détenus est supérieur à celui qu'ils gagneraient au-dehors !

D'utiles annexes placées à la fin des chapitres fournissent des éclairages complémentaires grâce à l'édition de textes réglementaires d'époque. Les témoignages de gardiens et de prisonniers de la prison de Metz-Queuleu apportent également une ponctuation bienvenue.

Nourri d'abondantes lectures et de dépouillements de sources approfondis, le bel ouvrage de Chr. Carlier bénéficie pleinement de la connaissance nationale que l'auteur a de son sujet. Il évite ainsi les travers de nombre de monographies locales écrites indépendamment de toute mise en perspective plus vaste. Rédigé dans une langue fluide, l'ouvrage est richement illustré, notamment grâce aux photographies en couleur des prisons messines présentes dans le cahier central. On regrettera simplement l'absence d'une carte récapitulative des lieux d'enfermement qui aurait pu guider le lecteur non familiarisé avec la topographie des rues de Metz. Ce livre propose donc au final une vision captivante de l'histoire de Metz et de la Moselle par le biais de ses réprouvés – ce qui en dit finalement long sur le corps social tout entier. Il redonne également du sens (et ce n'est pas là son moindre mérite) à des bâtiments du vieux Metz devant lesquels le promeneur passe le plus souvent sans y prendre garde.

VILLES ET CAMPAGNES EN AUSTRASIE DU IV^E AU IX^E SIÈCLE

Tel était le thème des XXVI^e *Journées Internationales d'Archéologie mérovingienne* qui se sont tenues à Nancy du 22 au 25 septembre 2005. Paru en 2008 aux Presses Universitaires de Nancy, dans la série des Mémoires de l'Association Française d'Archéologie Mérovingienne, (t. XIX), sous le titre *L'Austrasie, Société, Économies, Territoires, Christianisation*, cet imposant ouvrage de 441 pages rassemble une bonne quarantaine de contributions, réunies par Jacques Guillaume et Edith Peytremann.

On rappellera pour mémoire que cette publication intervient vingt ans après les X^e *Journées Internationales d'Archéologie mérovingienne*, organisées par L'AFAM à Metz du 20 au 23 octobre 1988 (1).

Il n'est malheureusement pas possible d'entrer ici dans le détail des communications, d'une grande richesse, dues à des auteurs de Lorraine et de l'ensemble du Grand Est. L'ouvrage s'articule en quatre subdivisions : Habitat et environnement, Productions et échanges, Christianisation, Archéologie funéraire et anthropologie, la dernière partie s'avérant la plus fournie.

La place manque pour une recension intégrale de tous ces articles et on se limitera aux sujets régionaux, démarche inévitablement limitative et incomplète, où voisinent, entre autres, l'œuvre d'Édouard Salin (1889-1970), archéologue de l'époque mérovingienne par excellence (Jacques Guillaume), La Westforschung et l'archéologie nazie en Lorraine mosellane (Jean-Pierre Legendre), la christianisation avec Michèle Gaillard (Sites et topographie des monastères en Lorraine du VII^e au IX^e siècle) et Charles Kraemer (Le Saint-Mont, du *castrum Habendum* au *monasterium Habendum*).

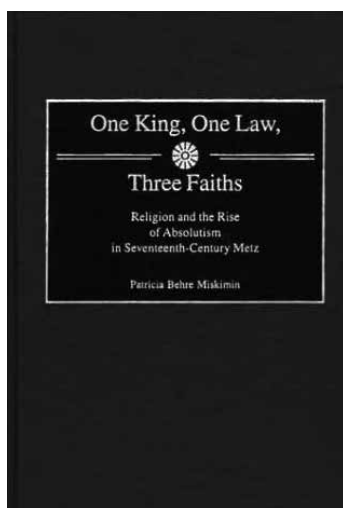
Habitats et nécropoles du haut Moyen Âge sont bien évidemment passés en revue : Tautecourt (à Prény), Sillégny, Vic-sur-Seille, Metzervisse, Métrich (à Koenigsmacker), Cutry et ses sépultures aristocratiques... Sont également abordées, la progression de l'habitat entre Meurthe et Moselle, la paléoécologie des populations mérovingiennes de l'Est, la Lorraine et la chronologie normalisée du mobilier funéraire mérovingien.

Au sein d'un sommaire surabondant – peut-être le plus fourni de toutes les *Journées Internationales d'Archéologie mérovingienne* organisées par l'AFAM – quelques thèmes généraux, riches d'enseignements : un état des recherches sur les textiles mérovingiens dans l'Est de la France (Fabienne Médard, Christophe Moulhérat) et un bel exposé sur les fameuses sépultures aristocratiques du VI^e siècle de Saint-Dizier, qui ont fait l'objet d'un superbe reportage couleur dans la revue *Archéologia* de décembre 2008 (n° 461).

L'ensemble est accompagné de nombreux dessins, cartes et photos. Un petit regret : la qualité de ces photos, que l'on aurait espéré meilleure pour une publication d'une telle valeur ...

(1) Les Actes ont été publiés
aux Editions Pierron en 1989.

À PROPOS DE DEUX THÈSES ÉTRANGÈRES SUR L'HISTOIRE MESSINE AU XVII^E SIÈCLE : UNE NOTE CRITIQUE



- Patricia BEHRE MISKIMIN, *One King, One Law, Three Faiths. Religion and the Rise of Absolutism in Seventeenth-Century Metz*, Westport – Londres, Greenwood Press, Contributions to the Study of World History, n° 90, 2002, XXIV-157 p.
- Christine PETRY, „Faire des sujets du roi” *Rechtspolitik in Metz, Toul und Verdun unter französischer Herrschaft (1552-1648)*, Munich, Oldenbourg Verlag, Pariser Historische Studien, n° 73, 2006, 334 p.

Deux thèses étrangères relativement récentes, du moins publiées récemment, n'ont fait l'objet que de peu d'attention de la part des chercheurs locaux. Leurs sujets respectifs sont pourtant au cœur des grandes problématiques du XVII^e messin, qui a connu deux évolutions majeures : l'intégration définitive au royaume de France et la liquidation de la minorité protestante.

C'est bien là l'ambition des deux femmes qui en sont les auteurs que de nous faire mieux connaître ces processus. Cependant, les résultats sont bien contrastés, et ces deux études ne se valent pas, loin s'en faut.

Le premier ouvrage, de Patricia Behre Miskimin, aujourd'hui professeur associée d'histoire à l'Université de Fairfield, est issu d'une *Dissertation* soutenue à l'Université américaine de Yale en mai 1991 ⁽¹⁾, mais n'a été publié qu'en 2002. L'auteur divise son propos en trois parties sensiblement égales, voyant tout d'abord les conditions, complexes, du rattachement de la cité messine à la France, essentiellement autour de l'installation, en 1633, d'une cour de Parlement, qui précède de 15 ans l'annexion *de jure* lors du traité de Münster (1648). Puis elle étudie succinctement l'évolution des deux minorités confessionnelles présentes dans la ville, les réformés et les juifs. Enfin, une troisième partie est consacrée à caractériser le climat intellectuel, en s'appuyant sur deux études de cas successives : l'exemple des accusations de meurtres rituels, autour du procès intenté, au début des années 1670, à Raphaël Lévy, un juif messin, puis l'activité contre-réformatrice de l'évêque de Madaure, suffragant de Metz, Martin Meurisse, auteur d'ouvrages se situant à mi-chemin entre l'histoire et la controverse ⁽²⁾. Elle conclut de toute sa démonstration que l'État monarchique français a gagné en puissance à Metz grâce à la diversité confessionnelle et elle parle de « sécularisation » du pouvoir à Metz au travers de l'attitude des représentants du roi face aux minorités.

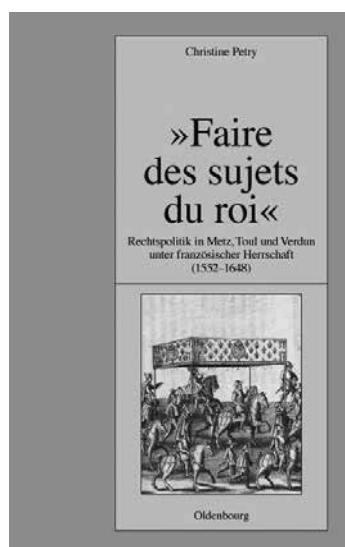
(1) Le titre exact de cette thèse était *RELIGION AND THE CENTRAL STATE IN METZ, 1633-1700*.

(2) Il est l'auteur notamment de *HISTOIRE DES EVESQUES DE L'EGLISE DE METZ*, Metz, Jean Antoine, 1634, 690-29 p. et de *HISTOIRE DE LA NAISSANCE, DU PROGRES ET DE LA DECADENCE DE L'HERESIE DANS LA VILLE DE METZ & DANS LE PAYS MESSIN*, Metz, Jean Antoine, 1642, (8)-574-(14) p.

Il ne faut pas rejeter en bloc cette analyse, qui donne lieu à de nombreux développements intéressants. Mais il faut bien dire que l'auteur ne parvient pas à éviter de nombreux écueils et ne semble pas toujours maîtriser le contexte messin. L'utilisation du terme de « francisation » (« *frenchification* ») qui est au cœur de la première partie est particulièrement malheureuse. Certes, elle veut évoquer ainsi les progrès du pouvoir monarchique dans la ville, mais ce terme peut prêter à confusion et perpétuer l'impression (fausse) que Metz, étant une ville impériale *de facto* jusqu'en 1552 et *de jure* jusqu'en 1648, était étrangère à la culture française.

L'analyse de la vie des communautés confessionnelles est également assez superficielle. Il faut sans doute voir là une conséquence logique de l'ambition même de l'ouvrage, cherchant à s'appuyer sur l'exemple, rare à cette époque, d'une ville triconfessionnelle. Or les relations sociales et religieuses à Metz sont si complexes qu'il est sans doute vain d'essayer de rédiger une synthèse honorable, du moins en se fondant sur une documentation aussi partielle. En effet, l'auteur ne s'appuie guère que sur les manuscrits de la Bibliothèque Nationale de France, sur quelques séries des Archives Départementales de la Moselle et sur quelques sources imprimées choisies selon des critères qui ne sont pas explicités. Il en résulte une vision biaisée, notamment du côté de la communauté protestante, qui ne peut guère être comprise sans se référer à la masse des papiers du pasteur Paul Ferry, en grande partie conservés à la Bibliothèque du Protestantisme Français.

Il est certain que le travail de Patricia Miskimin devra être cité et consulté par les futurs chercheurs travaillant sur Metz au XVII^e siècle, mais il est tout aussi évident que cette thèse ne fera pas date dans l'historiographie de la ville, par manque de vue d'ensemble et de contextualisation suffisante.



Le second ouvrage, de Christine Petry, aujourd'hui chercheuse à la *Deutsche Forschungsgemeinschaft*, est le fruit d'une *Dissertation* soutenue à l'Université de Trèves au cours du semestre d'hiver 2001-2002, et donc publiée en 2006. L'ambition de cette belle thèse est autre que celle de Patricia Miskimin. En effet, elle se concentre sur un sujet plus défini, et par là même plus accessible, mais tout aussi passionnant. Elle nous montre en effet quelles furent les étapes, de 1552 à 1648, du passage des Messins (mais également des Toulous et Verdunois) de bourgeois d'une ville libre d'Empire (« *Freie Reichsstadt* ») à des sujets du roi. Elle aussi articule la plupart de ses réflexions autour de l'installation du Parlement en 1633 et du bailliage royal en 1641.

Après une introduction incluant une solide présentation de la situation historiographique de l'étude de la cité messine, elle entre dans son sujet avec un plan peut-être un peu complexe, mais qui a le mérite de ne laisser aucune zone d'ombre. Elle livre notamment une analyse passionnante des années précédant l'établissement du Parlement, ces années 1620 qui voient la mission de l'intendant Cardin Le Bret rechercher les titres du roi pour posséder Metz, ce qui donnera naissance à toute une littérature préparant les esprits à l'annexion et à la subordination judiciaire, notamment le traité du chanoine Charles Hersent en 1632(3).

S'appuyant sur une documentation très solide et diversifiée, mais aussi sur une bibliographie parfaitement maîtrisée, elle parvient à démontrer que le rattachement de Metz et des Trois-Évêchés à la France fut progressif et a suivi plusieurs voies, y compris la volonté de « gagner les cœurs ».

Ses conclusions sont très intéressantes, et si elle rappelle des faits parfaitement connus depuis Gaston Zeller (4), comme la préexistence d'un parti français avant 1552, notamment à Metz, elle décortique avec bonheur la périodisation du rattachement à la France, soulignant notamment le rôle du règne d'Henri IV (1589-1610) et des années 1620 à 1630. Elle montre également de façon plutôt convaincante que Metz, Toul et Verdun ont souvent joué un rôle de « cobayes » pour la monarchie française dans l'élaboration de certaines institutions, comme c'était d'ailleurs le cas en matière de politique confessionnelle, car on sait que Metz bénéficia de mesures proches de celles de l'édit de Nantes (1598) dès 1597.

Il s'agit donc d'un travail remarquable, permettant d'aborder de nouvelles pistes par rapport aux travaux de Zeller qui, s'ils restent aujourd'hui encore indispensables, ne correspondent plus réellement aux intérêts des chercheurs actuels.

Il faut donc se réjouir que des universitaires étrangers s'intéressent à l'histoire messine. Des regards étrangers ne peuvent être que bénéfiques, afin de pousser les chercheurs locaux à élargir leurs perspectives et à s'ouvrir aux immenses champs historiographiques initiés par les Anglo-Saxons, ici Américains et Allemands en particulier. Il faut cependant regretter le manque de publicité et de débat autour de ces publications, et sans doute faut-il appeler de nos vœux l'organisation de colloques réellement internationaux, en présence de ces chercheurs qui peuvent beaucoup nous apporter, mais auxquels nous pouvons sans doute apporter en retour.

(3) Charles HERSENT, *DE LA SOUVERAINETÉ DU ROY A METS, PAYS METSIN, ET AUTRES VILLES ET PAYS CIRCONVOISINS : QUI ESTOIENT DE L'ANCIEN ROYAUME D'AUSTRASIE OU LORRAINE. CONTRE LES PRETENTIONS DE L'EMPIRE & DE LA LORRAINE, & CONTRE LES MAXIMES DES HABITANS DE METS, QUI NE TIENENT LE ROY QUE POUR LEUR PROTECTEUR*, Paris, Thomas Blaise, 1632, 227 p.
Gaston ZELLER, *LA RÉUNION DE METZ À LA FRANCE (1552-1648)*, t.1, *L'OCCUPATION*, t.2, *LA PROTECTION*, Paris, Les Belles Lettres, 1926, 502 et 402 p. L'auteur utilise beaucoup Zeller et, bien qu'elle considère à juste titre que c'est une thèse qui est fille de son temps (elle est dédiée à son frère mort lors de la Première Guerre Mondiale), elle ne prétend pas le remplacer.